

d'orientation sur l'éducation pour la période 2021-2030 et la lettre de politique sectorielle. Sur la base de ces étapes préalables, la formulation du PNDSE III en tant que tel devrait démarrer en début 2022.

Il existe des dispositifs relativement opérationnels de pilotage et de suivi évaluation du PNDSE et de la Réforme. Ils comprennent le Comité interministériel chargé du pilotage de la réforme du secteur de l'éducation nationale (CIPR-SEN, établi par arrêté en décembre 2019), le Conseil National de l'Éducation (CNE), établi par décret en janvier 2020), le Groupe local des partenaires éducation (GLPE), le groupe de coordination interne aux PTF et les revues annuelles du secteur éducation. Jusqu'à aujourd'hui c'est la Direction des projets éducation et formation (DPEF), basée au ministère de l'économie et gérant les financements de plusieurs bailleurs de fonds, qui fait office de « secrétariat » du PNDSE et qui devrait jouer un rôle moteur dans son suivi, mais il y a beaucoup de marge pour améliorer la coordination et le suivi. Par exemple, les revues annuelles du secteur éducation ont tendance à être biennuelles, les deux dernières ayant eu lieu fin 2017 et début 2019, la prochaine étant prévue pour le troisième trimestre 2021. Leur format rend également difficile de les utiliser pour avoir des discussions substantielles. Par ailleurs, l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) par le biais du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) devrait démarrer dans le courant du troisième trimestre 2021 l'élaboration du PNDSE III.

L'évaluation finale du PAT 2016-2018, tout en confirmant la pertinence des priorités stratégiques et des actions prévues, a mis en exergue un certain nombre de faiblesses qui relèvent principalement de la mise en œuvre du PAT, de la mauvaise communication entre les acteurs, du besoin de revoir certains indicateurs, et d'une allocation de ressources à améliorer. En effet, selon les données disponibles, le PAT 2016-2018 avait été globalement financé à hauteur de 55 %, 20 % pour l'axe portant sur la qualité de l'éducation, et seulement 64 % des fonds engagés avaient été effectivement décaissés. Il subsistait des difficultés pour la bonne identification et prévision des financements consacrés au secteur, y compris ceux du trésor national. Les politiques et plans du secteur, tout en étant disponibles, ne sont pas suffisamment utilisés comme référence pour le choix des priorités et des allocations de ressources. Si le secteur de l'éducation est sous-financé en Mauritanie (les dépenses d'éducation se situent à 2,6 % du PIB contre une moyenne de 4 % en Afrique subsaharienne), il va bénéficier à court terme d'un apport substantiel des ressources nationales supplémentaires mobilisés dans le cadre du plan de relance en réaction à la pandémie de COVID-19. Ce sera important d'inscrire cette augmentation dans une stratégie de progression durable pour assurer un niveau de financement suffisant du secteur sur le moyen et long terme.

Dans tous les cas, si les politiques sectorielles existent, sont pertinentes et bénéficient d'une certaine volonté politique, le principal défi reste leur mise en œuvre efficace, en raison notamment des faiblesses institutionnelles et des ressources humaines des administrations concernées, ainsi que des difficultés de coordination interinstitutionnelle. C'est pourquoi il est indispensable d'adopter une approche basée sur un appui institutionnel conséquent au niveau des ministères de la santé et de l'éducation, et sur des appuis transversaux au niveau de la réforme de la gestion des finances publiques.

En conclusion, dans l'état actuel la politique est considérée suffisamment pertinente et crédible pour que les objectifs du contrat d'appui budgétaire soient largement atteints. La validation par le gouvernement du Plan national de Développement sanitaire (2021-2030) en ligne avec la Politique nationale de Santé à l'horizon 2030 ainsi que la formulation et adoption d'un Plan national de développement du Système éducatif (PNDSE) 2021-2030 de qualité seront des éléments essentiels à considérer lors des décaissements de cette action.

2.3.2. Politique macroéconomique

Depuis des années, la Mauritanie a adopté une politique économique prudente et poursuit la mise en œuvre des réformes, malgré quelques retards, en vue d'assurer la stabilité macro-économique, de promouvoir une reprise inclusive et de réduire les inégalités et la pauvreté. Des défis persistants du cadre macroéconomique sont toujours à relever : (i) utiliser l'espace budgétaire afin de mobiliser les recettes intérieures, (ii) renforcer la gestion des finances publiques en vue d'augmenter les dépenses prioritaires en matière d'éducation, de santé, de protection sociale et d'infrastructures, (iii) maintenir une politique d'emprunt prudente et (iv) s'efforcer de dégager un excédent budgétaire primaire dès que la situation sera de retour à la normale afin de garantir la viabilité de la dette compte tenu du risque élevé de surendettement.

Le gouvernement a conclu en 2017 un accord au titre de la Facilité Élargie de Crédit. L'Accord a fait l'objet de 6 revues concluantes. La dernière s'est achevée le 3 mars 2021. La Mauritanie a bénéficié après approbation de la Direction et du Conseil d'administration du FMI d'un sixième décaissement de 16,56 millions de droits de tirage spéciaux (environ 23,8 millions de dollars). Malgré des retards, les résultats ont été satisfaisants et le programme a contribué au soutien de la croissance, à l'amélioration des soldes budgétaires, à la stabilisation de la dette, à l'augmentation des réserves de change et à la mise en œuvre d'importantes réformes institutionnelles dans les domaines budgétaire, monétaire et financier. Toutefois, face aux défis considérables qui se présentent, les autorités ont sollicité un nouvel arrangement. Par conséquent, un nouvel accord est en phase de discussion pour la période 2021-2024 devrait être adopté avant fin 2021.